

[Text]

unsuitable weather conditions. We not only need these new varieties; we need new crops. Agriculture in the future will change, as will other things throughout Canada and the world. But perhaps in agriculture we may see some big changes not only in the marketing, but maybe in the crops we grow. I would ask if you would comment on that, and I would ask if you see the producer as being a winner through the implementation of this bill and then, in the end, the consumer.

Mr. Mazankowski: Mr. Chairman, I agree with Mr. Monteith that the future will obviously demand new varieties and new crops and diversification. That is a natural evolution. We have been going through that process for the last 40 or 50 years. I mentioned canola as a case in point. From a very small beginning of a \$2.5 million to \$2.7 million crop 30 years ago, it is now a \$1 billion crop, and it has been developed essentially by Canadians and is adaptable to the Canadian situation in terms of the varieties we now have, which have become so prominent in the world.

So I think the push for diversification and new crops and improved varieties really is a reality, and every provincial Minister of Agriculture is very much in support of this legislation. I mentioned the Atlantic region because there in particular they have failed to attain the kind of varieties, in terms of both vegetables and grain, that would assist them in developing their long-term agricultural objectives. So from that point of view it is important.

Consumer demands are changing, and the success in agriculture is going to depend on the ability to respond to those changing consumer demands and how we can fill those market niches. It is not necessarily a matter of agriculture simply producing for the sake of producing; you have to produce what the customer wants, and that customer may be domestic or international. So with the advent of greater concentration on health foods and the tendency towards reduced chemical production, all these things will add a very important dimension to agriculture in the future. We as a nation will have to be very cognizant of that. We had better be prepared to respond to the reality of that situation because if we are not, we will not fare well.

• 1650

We in Canada are in a good position. I do not take the credit for this, but I think collectively we as Canadians have established a pretty good reputation in terms of what we produce, the quality, the safety, the quality assurance, and we can build on that. We have an inspection system that I believe is as good as any in the world and that can be used as a very effective marketing tool.

[Translation]

commerciale, il faut mettre au point des variétés mieux adaptées à des conditions climatiques défavorables. Nous avons besoin non seulement de nouvelles variétés, mais de nouvelles récoltes. L'agriculture est appelée à évoluer au même titre que les autres domaines, aussi bien au Canada que dans le monde entier. Mais dans le secteur agricole, nous pourrions assister à des changements considérables non seulement en matière de commercialisation, mais également en ce qui concerne les espèces cultivées. J'aimerais savoir ce que vous avez à dire à ce sujet, et je voudrais vous demander si à votre avis, les producteurs et, ultimement les consommateurs, ont quelque chose à gagner à la mise en oeuvre de ce projet de loi.

M. Mazankowski: Monsieur le président, je reconnais avec M. Monteith que l'avenir exige une diversification des cultures, de nouvelles variétés et de nouvelles récoltes. C'est une évolution normale, et c'est du reste ce qui s'est passé au cours des 40 ou 50 dernières années. Je fais référence au canola. Alors qu'il y a 30 ans, cette variété a donné initialement une récolte de 2.5 à 2.7 millions de dollars, la récolte actuelle vaut 1 milliard de dollars, et cette variété a été mise au point essentiellement par des Canadiens, elle est adoptée à la situation canadienne et elle a fait sa place à l'échelle mondiale.

Par conséquent, il existe à mon avis un effort réel de diversification et de mise au point de nouvelles récoltes et de variétés améliorées, et c'est sans doute pourquoi tous les ministres provinciaux de l'agriculture sont favorables à ce projet de loi. J'ai fait référence à la région de l'Atlantique, parce qu'on n'a pas réussi à y mettre au point les variétés de légumes et de céréales qui auraient permis à la région d'atteindre ses objectifs agricoles à long terme. Cela me semble donc essentiel de ce point de vue.

La demande des consommateurs évolue, et pour réussir, l'agriculture devra répondre à cette évolution et saisir les occasions que lui offriront les marchés. La production agricole n'est pas un but en soi; il faut produire ce que recherche le consommateur, qu'il soit Canadien ou étranger. Qu'il s'agisse de la préférence croissante pour les aliments sains ou pour les méthodes de culture faisant moins appel aux produits chimiques, nous sommes en présence de phénomènes qui élargissent considérablement les perspectives de l'agriculture. En tant que nation, nous devons en être parfaitement conscients. Mieux vaut nous préparer à faire face à la réalité, faute de quoi nous risquons d'avoir des problèmes.

La situation canadienne est très prometteuse. Je ne veux pas m'en attribuer le mérite, mais je pense que les Canadiens se sont forgés collectivement une assez bonne réputation en ce qui concerne la qualité, l'hygiène et la constance de leur production agricole, et ils peuvent maintenant en tirer parti. Nous avons un système d'inspection qui ne le cède en rien à ceux des autres pays et qui peut devenir un instrument de commercialisation très efficace.